

# Le Brésil ne veut plus de logiciels impossibles à auditer

Avant Snowden, nous criions dans le désert.

Il en va tout autrement aujourd'hui. Et les gouvernements réalisent soudainement le danger d'avoir choisi des logiciels propriétaires qu'on ne peut évaluer et auditer faute d'accès au code source.

Il ne va pas être facile pour Microsoft, Apple et consorts de répondre ici aux exigences de transparence des autorités brésiliennes qui se tourneront *naturellement* vers le logiciel libre.

En attendant le tour de la France...



# Le gouvernement brésilien va interdire l'achat des logiciels qui ne permettent pas leur plein contrôle

## Governo vai barrar compra de software que impeça auditoria

*Natuza Nery et Julia Borba - 5 novembre 2013 - Folha de S. Paulo*

*(Traduction : Ulan, Pierre, JonathanMM)*

A partir de l'année prochaine, le gouvernement (brésilien) n'achètera plus d'ordinateurs ou de logiciels qui ne peuvent être pleinement audités par les pouvoirs publics. La directive a été publiée le 5 novembre dernier dans le journal officiel « *Diario official da Uniao* ».

Ainsi, les systèmes d'exploitation comme Windows (Microsoft) et MacOS (Apple) ne seront plus utilisés si les entreprises concernées font obstacle aux enquêtes sur l'espionnage informatique.

Actuellement, à l'installation d'un logiciel (propriétaire), les utilisateurs acceptent les termes d'utilisation de l'éditeur autorisant éventuellement celui-ci à accéder à leur ordinateur.

Le gouvernement brésilien souhaite avoir le droit de surveiller qui surveille ses concitoyens, et ce dans le but de pouvoir identifier et tracer les tentatives d'espionnage.

Selon le journal « *Folha de São Paulo* », l'intention n'est pas de promouvoir une conversion massive des parcs informatiques, mais prévenir que les produits actuels ne sont plus conformes aux nouvelles exigences.

De cette manière, il y aura un substitution graduelle des programmes traditionnels (propriétaires) pour des logiciels libres, comme Linux, si nous ne parvenons pas à négocier avec les grandes entreprises.

L'importance accordée par le gouvernement à l'espionnage a augmenté depuis qu'ont été publiés les dénonciations sur l'accès par les services américains aux archives des autorités et entreprises brésiliennes.

## **Économie**

Le gouvernement considère que, en plus d'augmenter la sécurité, la directive entraînera des économies. L'utilisation de logiciels libres met un terme au renouvellement obligatoire des licences de ces programmes.

Interrogé pour la rédaction de cet article, Apple n'a pas souhaité répondre à cette décision.

Microsoft a informé qu'il fournit aux gouvernements « l'accès contrôlé au code source et aux autres informations techniques pour les aider à évaluer la sécurité des produits ». La société a également déclaré qu'elle se met à disposition du gouvernement brésilien pour discuter des *détails* de la mesure.

## **Valeur incertaine**

Il n'y a pas encore d'estimation de l'impact de cette décision sur les dépenses gouvernementales. Les informations plus précises sur ces coûts ne seront dévoilées qu'après l'application de la directive, quand aura lieu une enquête sur les contrats actuellement en vigueur et les dates d'expirations de ceux-ci. Comme ces licences ont été obtenues à des moments différents, il n'est pas encore possible de faire d'estimation.

Le journal précise que le gouvernement de Dilma Rousseff étudie également avec détermination une autre mesure de sécurité informatique : installer le client de messagerie libre Expresso (Serpro) comme référence sur tout ordinateur public à la place de Outlook, ce qui engendrera des économies supérieures à 60 millions de reais par an (environ 20 millions d'euros).

*Crédit photo : Laura Poitras (Creative Commons By)*